

POINT DE VUE SUR LA PREPARATION AU CAPES EXTERNE D'HISTOIRE ET GEOGRAPHIE : LA SITUATION ANGEVINE

Christian PIHET, Université d'Angers

L'Université d'Angers est une université récente - 1971 - et jusqu'à présent de taille moyenne. Sa croissance a longtemps été limitée par la présence de l'Université Catholique, installée aux abords du centre-ville depuis le siècle précédent, et par la proximité, l'antériorité et le poids régional de l'Université de Nantes. Si le premier cycle de géographie remonte à la formation de l'université, le second cycle complet n'a été obtenu que plus tardivement en 1988, et les géographes angevins sont toujours en attente de la création d'un troisième cycle.

La progression rapide des effectifs étudiants à la fin des années 1980, parallèlement à l'ouverture significative du nombre des postes au CAPES, amenèrent les géographes locaux à réfléchir de manière plus systématique sur les opportunités d'emploi offertes aux étudiants. Ils furent également fortement incités par le Ministère et par la Présidence de l'Université à mettre en place une filière cohérente de formation des enseignants.

Dans une géographie locale tournée vers l'"aménagement", l'existence du nouveau pôle "enseignement" induisit *ipso facto* une redéfinition de la discipline et de ses composantes. En même temps, il posait la question des relations avec les historiens et par contrecoup conduisait les enseignants plus attachés aux métiers de l'aménagement à professionnaliser plus leurs options.

L'objet du présent texte vise à présenter les aspects de cette préparation au CAPES en s'attachant à deux aspects parmi d'autres :

- d'une part, nous tenterons d'analyser les stratégies adoptées par les préparateurs tant vis-à-vis de leurs collègues qu'avec les candidats.
- dans un second temps, l'examen des formes et des contenus de la préparation nous amènera concrètement à réfléchir sur la nature de la "géographie des pédagogues" offerte aux étudiants.
- enfin un bilan partiel permettra de dégager quelques perspectives pour l'avenir de la géographie angevine alors même que le nombre des postes offerts commence à baisser.

Les stratégies des préparateurs et des candidats

La formation des maîtres dans le département de Géographie

Lorsque l'université obtient l'habilitation pour le CAPES en 1990, le nombre d'enseignants du département de Géographie est extrêmement restreint - 7 enseignants-chercheurs, dont 3 Professeurs - et la mise en place ne suscite guère d'enthousiasme ; en effet les effectifs étudiants augmentent fortement en premier cycle, passant par exemple de 50 en DEUG1 en 1988 à 140 deux ans plus tard. L'urgence paraît ailleurs, d'autant plus que les relations avec les historiens sont distendues ; trois ans auparavant les géographes ont quitté l'UFR Lettres et Sciences Humaines pour rejoindre les géologues et les biologistes dans une UFR de l'Environnement.

La première préparation se fait dans l'urgence et le responsable - un Professeur - parvient à convaincre seulement deux autres enseignants ; du fait de cette pénurie, il est amené à solliciter des collègues des universités voisines - Nantes, Caen - et un professeur de classes préparatoires d'un des lycées d'Angers. Les trois questions du concours sont néanmoins couvertes ainsi qu'un enseignement complémentaire de documents pour les candidats historiens. La situation évoluera avec les recrutements d'enseignants et le maintien à un niveau quantitativement élevé des candidats ; de fait, progressivement, les enseignants du Département considèrent la préparation au CAPES comme un service parmi d'autres ; désormais 5 sur 12 y participent, ce qui a éliminé les recours extérieurs.

L'analyse de cette dynamique est complexe : les deux facteurs limitatifs à la participation des géographes furent probablement l'urgence des enseignements en premier cycle ainsi que les délimitations assez floues et conflictuelles des tâches entre l'IUFM et l'université. Par contre, le recrutement de nouveaux enseignants, le rajeunissement conséquent et l'allègement des horaires supplémentaires facilitèrent l'augmentation du nombre des préparateurs. Il n'en reste pas moins que ce service, s'il est désormais intégré dans les tâches ordinaires, n'apporte pas les mêmes gratifications symboliques qu'un enseignement en Maîtrise, DEA ou MST dans une discipline qui est aussi "appliquée" et soucieuse de relations avec les responsables territoriaux... d'autre part, la formation des maîtres n'a jamais été chez les géographes une priorité absolue, à la différence des historiens, car les options de l'aménagement et des carrières administratives ont toujours représenté une alternative réaliste à l'enseignement.

Géographes et historiens

Les relations entre les enseignants des deux disciplines se jouent, comme fréquemment à l'université, sur le registre du rapport de force. La prédominance numérique des candidats historiens fait jouer cette dimension en faveur des historiens et leur permet d'accroître leur influence au sein de la préparation. Deux exemples précisent cette tendance.

Tout d'abord le concours est strictement bivalent, mais les questions d'histoire sont au nombre de quatre, ce qui correspond au découpage traditionnel de la discipline en strates chronologiques alors qu'il n'y a que trois questions de Géographie. Les crédits affectés à la préparation ont été divisés par deux dans un premier temps, puis ensuite répartis suivant le nombre des questions... De fait, cette réaffectation des crédits convenait mieux à l'optique spécialisatrice des historiens ; en effet, faisant venir de très nombreux intervenants extérieurs, il leur fallait les rémunérer et donc empiéter sur les crédits précédemment dévolus aux géographes.

Le traitement des candidats pour l'oral fournit un second exemple. Étant donné le nombre des candidats historiens, une préparation spécifique à base de documents a été mise en place dès le début avec un volume conséquent - 25 heures sur les 150 dévolues à la géographie -. La réciproque n'a jamais existé et les candidats géographes - il est vrai peu nombreux - n'ont bénéficié au mieux que de quelques séances et généralement de photocopiés pour préparer l'épreuve de documents historiques et pas du tout d'un enseignement systématique, qui aurait été pourtant bien utile.

De fait, au-delà de ces différends, géographes et historiens angevins poursuivent deux buts différents dans la même préparation.

- les historiens envisagent le CAPES, outre sa fonction quasi-exclusive de pourvoyeur d'emploi, comme le marche-pied - inévitable - de l'agrégation. Il en découle l'accent mis sur l'érudition, la recherche d'intervenants extérieurs "prestigieux", le besoin d'heures et le très faible intérêt porté aux candidats géographes. Les cours magistraux fondent leurs enseignements et malheur aux candidats qui n'en ont pas l'habitude ou qui se "perdent" dans des chronologies ardues et détaillées.

- les géographes, habitués par formation à être plus généralistes, face à un très grand nombre d'étudiants historiens, essaient au mieux de pallier des lacunes parfois criantes. Le CAPES n'est pas l'unique débouché de la géographie et de ce fait il n'est pas aussi "glorieux" d'y préparer. Le travail de mise à jour des connaissances s'avère fastidieux avec des candidats pratiquement dépourvus de toute culture et raisonnement géographique.

Les stratégies incertaines de candidats captifs

Comme il a été précédemment indiqué, le nombre de candidats historiens est très supérieur à celui des géographes. Actuellement la proportion se chiffre aux alentours de 9 pour 1 avec constance depuis 1990. Ce très faible nombre d'étudiants géographes provient probablement de causes multiples : d'abord, ils sont globalement moins nombreux - 30 % à peine du total des étudiants historiens - et puis il est indéniable que des possibilités d'emploi (contractuel ou non) existent dans diverses collectivités et attirent des étudiants qui dès lors poursuivent des études de troisième cycle. La crainte de l'histoire oriente également pas mal de nos étudiants vers le professorat des écoles. D'après des entretiens avec les étudiants, la préparation des questions d'histoire requiert des connaissances érudites, spécialisées et tellement coupées de leurs préoccupations qu'ils n'ont guère envie d'y sacrifier du temps et de l'énergie. La préparation du concours du premier degré s'avère plus diverse pour un salaire équivalent et un déracinement géographique moindre.

Les étudiants historiens n'ont guère ce choix et ils s'investissent nettement dans la préparation du CAPES. La Géographie devient alors, pour la plupart d'entre eux et notamment pour les plus faibles, synonyme de terreur et de chemin de croix. De fait, à Angers, ces étudiants ne sont guère préparés après quatre années d'histoire, à la bivalence du professeur d'histoire-géographie. L'hyperspécialisation d'études rigoureusement cloisonnées par découpage chronologique laisse peu de place à d'autres centres d'intérêt. Les notions de géographie physique sont inexistantes, mais ce n'est pas là une nouveauté. Par contre l'observateur note des lacunes importantes dans la culture générale, l'économie et même des pans entiers de l'histoire contemporaine comme l'"exode" rural ou la décolonisation. Les espaces extra-européens sont méconnus. La majorité des candidats dispose d'informations fragmentées et mal reliées. Le raisonnement géographique est ignoré et se réduit à une demande de recettes du type "il faut terminer la dissert' par une typologie". Des palliatifs avaient déjà été envisagés, telle l'ouverture d'une option de Géographie générale en Licence d'Histoire. Il faut rappeler qu'à Angers, la géographie n'est obligatoire dans le cursus des historiens qu'en DEUG. Mais, placée en concurrence avec les spécialisations des sous-disciplines historiques elle n'a attiré qu'entre 20 et 35 % des étudiants de Licence, alors que 90 % d'entre eux se préparent au CAPES.

C'est donc dans ce contexte, que pour la première fois de leur existence, de nombreux étudiants d'histoire suivent autant d'enseignements de géographie - 43 % de leur horaire, sanctionnés par 50 % de l'écrit du concours - et alors qu'ils sont censés l'enseigner à égalité dans l'enseignement secondaire. Dès lors, comment effectuer les indispensables mises à niveau tout en présentant une géographie attractive à ce public captif ?

La préparation des épreuves de Géographie : le moment d'une synthèse disciplinaire

Le volume horaire accordé à la Géographie a été divisée en deux fractions inégales :

- 70% est consacré à la présentation magistrale des trois questions au programme.
- 30% a été réservé pour un double objectif, après constat des lacunes des candidats tant historiens que géographes. Celles-ci portent sur les contenus mais également sur l'écriture et les techniques de représentation. Il s'agit en fait d'une méthodologie de la dissertation et du croquis exigé pour l'écrit et par ce biais d'une mise à niveau. Après l'écrit, du temps restant servira pour l'oral. Il sera uniquement question de cette préparation dans la suite.

Ecrire et représenter la géographie

En 1996, comme l'année précédente, les candidats inscrits sont nombreux - environ 120 à 130 - l'imprécision du chiffre tient à ce qu'aucune liste sérieuse n'a été établie par l'IUFM et que, par ailleurs, nous avons également décidé d'accepter en cours les candidats "libres" non inscrits à l'IUFM. Étant donné le nombre, en accord avec le responsable des enseignements de géographie, les candidats avaient été divisés en deux groupes de TD avec des effectifs théoriques d'environ 50. Or, les effectifs réels sont bien en deçà : ils culmineront à 25 en moyenne dans les deux premières séances et se stabiliseront à 15/20 pour les quatre suivantes. Les effectifs présents dans les cours magistraux sont nettement supérieurs avec en moyenne 70 à 80 candidats. Il convient de noter que pourtant l'horaire avait été choisi en accord avec les autres enseignants et se situait en milieu de semaine, l'après-midi. Les candidats sont invités à lire spécifiquement les rapports des jurys et des manuels de première et de terminale. La programmation de la formation pour l'écrit s'établit comme suit :

Méthodes de l'écrit	Études de cas	CAPES blancs
4 heures	6 heures	3 épreuves + corrigés

- La première séance présente les objectifs et les principes de la dissertation de géographie, grâce à celle proposée au concours l'an passé. De fait, elle permet d'introduire et d'illustrer des concepts peu fréquentés par les candidats comme les échelles et les systèmes. Elle s'attache à dégager l'intérêt de notions plus formelles comme la problématique du devoir, les nécessités de la démonstration et les objectifs des classements typologiques.
- La seconde séance, plus fréquentée, est consacrée au croquis. Les préparateurs insistent sur le lien avec le devoir, le rôle du croquis dans la problématique d'ensemble ainsi que la grammaire des représentations. Celle-ci est tirée d'un manuel de classes terminales et de l'expérience des préparateurs. Un sottisier est remis au début du TD tandis qu'à la fin ils sont invités à présenter les choix de représentation ainsi qu'une légende structurée et construite logiquement. Les questions sont assez nombreuses et rompent avec la passivité précédente. Mais bien des candidats n'osent guère "se lancer" dans l'établissement du croquis. Il leur paraît "plaqué", en dehors du système d'évaluation qu'ils connaissent habituellement et qui valorise la seule écriture.
- Les trois autres séances sont préparées ainsi ; à la fin du TD sur le croquis, nous proposons une dissertation pour la semaine suivante avec demande précise d'établissement d'une problématique et d'un plan détaillé. Cette demande sera renouvelée à la fin de chaque séance. L'assistance fonde nettement mais les échanges sont sensiblement plus intéressants et argumentés. Le TD se termine par un corrigé mais les préparateurs insistent sur la pluralité des plans possibles tant que la problématique et la logique structurent les plans proposés.
- Ensuite, trois rendez-vous sont proposés pour une épreuve blanche réalisée dans les conditions du concours. En définitive, les préparateurs corrigent 90 à 100 copies et plus de la moitié des participants réguliers ont rédigé deux devoirs. D'après les évaluations, 35 à 40 candidats ont

effectivement préparé ainsi l'écrit ; le chiffre peut sembler décevant mais il doit se comprendre en tant qu'indicateur d'activité réelle car le rythme était soutenu et s'ajoutait à la préparation en histoire et aux salariats épisodiques ou réguliers des candidats.

L'oral de géographie

Les préparations deviennent séparées en fonction des origines des candidats. Les géographes se voient proposés sur rendez vous des "leçons blanches" suivies de corrigés. La variété des documents proposés aux historiens rend leur préparation plus complexe. De fait, elle suscite chez eux de l'inquiétude. Effectivement cette variété renvoie cruellement aux insuffisances de leur formation, notamment en géographie physique et en géographie générale. Les candidats réclament des mises au point en climatologie (avec l'épouvante des BQR), les analyses d'images (avec les documents SPOT et les diapos), les statistiques. Par contre, les cartes topographiques paraissent mieux dominées, tant l'usage en est généralisé dans les TD de DEUG. En définitive, les contraintes horaires amènent à privilégier une série de séquences consacrées à la mise à niveau à partir de documents en faisant l'impasse sur les techniques d'oral.

Cette série se compose comme suit :

Doct. climatologie 2 heures	Images SPOT 2 heures	Statistiques 2 heures	Cartes / Diapos 2 heures
--------------------------------	-------------------------	--------------------------	-----------------------------

Une géographie des pédagogues?

Au terme de cette présentation descriptive, quelques remarques permettent de réfléchir sur la géographie proposée par la préparation :

- Les objectifs à atteindre sont indéniablement inspirés par la volonté de transposer les acquis récents des recherches universitaires : il en va ainsi pour les questions sur le monde arabe, les espaces ruraux ou l'Europe centrale. Ils impliquent des lectures suivies, notamment celle de la G.U. issue de l'expérience RECLUS.
- Ils se conjuguent avec des choix qui préfigurent les soucis de l'enseignement comme le croquis obligatoire de l'écrit ou les synthèses documentaires de l'oral pour "historiens".

Au total il s'agit bien d'une géographie vivante, ouverte sur les courants de rénovation, soucieuse de concepts précis et de culture générale ; cette géographie n'a plus rien à voir avec celle de l'époque précédente, descriptive, dominée par les classements morphologiques et fermée aux aspects culturels - les représentations - et sociaux. Romain Rolland puis les critiques d'Hérodote ne seraient plus en mesure aujourd'hui d'en regretter l'encyclopédisme désuet. Les candidats reconnaissent eux-mêmes l'intérêt des problématiques soulevées et indiquent que l'effort réalisé lors de la préparation leur permet pour la première fois d'avoir une vue plus synthétique de la discipline. Néanmoins la diffusion de cette géographie bute sur les insuffisances de la formation initiale, notamment celle des candidats historiens. A cet égard, trois dimensions sont à mettre en lumière :

- l'hyperspécialisation, déjà présente en DEUG et qui résulte de la transposition simpliste des compétences de recherche des enseignants dans la formation des étudiants. Elle joue en histoire mais également chez les géographes, de façon atténuée malgré tout.
- le rejet des phénomènes naturels, illustré par les méconnaissances étonnantes des processus élémentaires comme les marées ou l'érosion, atteste de la trop faible diffusion de la culture des sciences de la terre et de l'univers chez les jeunes Français. Elle est exacerbée chez les étudiants d'Histoire, provenant des baccalauréats littéraires, mais se retrouve ailleurs...
- la valorisation excessive de l'écrit comme mode d'évaluation entraîne des réticences et des lacunes vis à vis des croquis et des insuffisances pour ce qui est de l'approche documentaire dans toute sa variété.

En définitive, cette préparation révèle un paradoxe : la formation préalable sur 3 ou 4 ans est parfois si fragmentée qu'elle ne peut servir d'appui solide à la réussite au concours. Ces défaillances favorisent dès lors des processus d'autodidaxie, souvent enrichissants mais qui accentuent les disparités entre les candidats. La préparation, notamment géographique, est réellement l'occasion de l'acquisition de la bivalence et, en ce sens, remplit son rôle professionnel en générant une sélection intense, artificiellement décalée jusqu'à cette étape du cursus.

Un bilan partiel et quelques propositions

L'examen, bien partiel, des modalités de préparation aux épreuves de Géographie soulève des questions qui renvoient à l'évolution de la discipline et à son statut dans le concert des sciences sociales. La participation à la préparation n'apparaît pas comme un enjeu majeur dans l'attribution des services d'enseignement des géographes. Il en résulte que les enseignants de rang B et les PRAG (acronymes pour professeurs agrégés) - dans une certaine mesure - peuvent y participer sans trop de difficultés, ce qui n'est pas le cas dans des diplômes plus valorisés comme la Maîtrise ou le DEA. De même, les recrutements universitaires ne privilégient pas la réussite aux concours dans les critères décisifs. De ces faits, il ressort une ambiguïté assez prononcée, mais traditionnelle, qui témoigne que les géographes angevins acceptent une position minoritaire face aux historiens et qu'elle ne les préoccupe guère sur le fond, car ils déploient dans le même temps des efforts pour diversifier les ouvertures professionnelles de la géographie.

Par ailleurs et à leur instar, les étudiants de Géographie sont informés de l'existence des concours mais n'y prêtent guère attention car leurs stratégies professionnelles les contournent largement, soit par le professorat des écoles, soit par les candidatures auprès des organismes de gestion territoriale. Cependant la raréfaction des postes dans le primaire ainsi que les concurrences de plus en plus fortes dans le domaine "professionnel" pourrait amener des évolutions dans ces stratégies.

Les candidats historiens sont dans une situation plus délicate, prisonniers de trois réalités contradictoires :

- ils sont très nombreux - plus d'une centaine par an sur le site d'Angers
- le débouché essentiel demeure l'enseignement notamment secondaire ; or il implique pour le réussir la bivalence disciplinaire.
- le cursus actuel des études d'histoire n'incite pas à compléter sa formation dans une discipline voisine ; au contraire, il tend à accentuer les spécialisations précoces
- "médiévistes, modernistes" par le jeu des options, en Licence. Les candidats arrivent démunis au début de l'année de préparation.

Les préparateurs géographes ont donc autant à effectuer une mise à niveau qu'une préparation à Bac + 4. Ils sont conduits à expliciter des notions et des démarches qui auraient du être acquises précédemment. De plus cette acculturation se fait à marche forcée, étant donné les contraintes du calendrier et en définitive ne valorise guère notre discipline, assimilée à une science "auxiliaire" indigeste, obligatoire et somme toute dangereuse. Cette situation peut générer des tensions fortes d'autant plus que les postes offerts enregistrent des diminutions sensibles (pour l'instant moins 10 % d'une année sur l'autre).

Il importerait donc de modifier ces approches. Il ne s'agit pas d'une tâche aisée car les équilibres disciplinaires constituent des lieux de crispation dans tout l'enseignement supérieur. Il paraît néanmoins évident que les DEUG monodisciplinaires sont à revoir, particulièrement pour nos deux disciplines car à terme ils peuvent amener une scolastique du déclin, particulièrement pour l'histoire. Dans cette logique, il pourrait être opportun de réfléchir à une ouverture plus significative

vers les autres sciences sociales, sans remettre en cause une orientation disciplinaire dominante. Ces orientations paraissent d'ailleurs précocement choisies alors que, par exemple, le contact avec la Géographie demeure superficiel, marqué largement par le programme du Bac dominé par la géographie économique. Ne faudrait-il pas les retarder après le premier cycle ?

Enfin devenir enseignant implique non seulement l'intérêt disciplinaire mais aussi le goût de la relation avec les jeunes. Ces relations se construisent grâce à des acquis théoriques - psychologie, sciences de l'éducation - et pratiques - stages - qui sont encore trop rares dans les cursus et n'apparaissent brutalement qu'avec l'inscription à l'IUFM.

La géographie offerte aux réflexions des candidats enseignants se présente sous une forme dynamique, à l'écoute des autres sciences sociales. Elle ne le demeurera que si elle attire suffisamment de ses propres étudiants vers l'enseignement et en même temps si son rayonnement est plus conséquent auprès des étudiants historiens. En ce sens, la préparation aux épreuves de géographie représente un enjeu disciplinaire conséquent, au carrefour de la formation initiale et de l'exercice du métier de professeur d'histoire-géographie. Il s'agit donc en définitive de la bonne transmission de notre discipline aux générations ultérieures. Les disparités du recrutement que nous venons de mettre en évidence ont des conséquences déterminantes sur la gestion des professeurs. Etant donné le décalage entre l'origine géographique des enseignants du secondaire et les besoins en formation à l'échelle nationale, les nouveaux recrutés sont fréquemment contraints à se déplacer.

Réactions à l'article de Christian PIHET

Prenant modèles sur d'illustres exemples auvergnats, je voudrais mettre à profit mon statut d'ancien Président pour jouer les vieux ... donneurs de leçons et de bons conseils. La "feuille" de C. Pihet, tant par son fond que par sa forme, me semble appeler un certain nombre de remarques et de commentaires sur le statut de la préparation des concours dans l'enseignement universitaire et sur les stratégies à mettre en œuvre pour assurer aux étudiants des conditions optimales de réussite.

Puisque géographe nous sommes, je crois d'abord qu'il convient d'analyser plus profondément que ne le fait l'auteur l'inégalité face aux concours qu'entraîne la localisation spatiale des étudiants. Toutes choses égales quant à l'origine sociale et au niveau de formation, les étudiants qui préparent l'Agrégation ou le CAPES dans des villes moyennes ou dans des régions excentrées sont avant tout défavorisés en raison du problème de masse critique (nombre d'étudiants préparant le concours sur le site) et de l'accès aux réseaux d'information (difficulté de se procurer les cours de plusieurs sites universitaires). Si les préparations aux concours des ENS parisiennes sont le plus demandées et, probablement, les plus efficaces, c'est moins en raison de la qualité des étudiants qu'elles sélectionnent ou des enseignants qui y interviennent que du fait de leur capacité à capter toutes les informations utiles, à les concentrer et à les faire circuler dans le groupe d'étudiants préparant le concours. A l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, par exemple, les étudiants historiens et géographes se répartissent en début d'année les ouvrages à lire et réalisent des fiches (ou des "PQ") qui sont reproduits et distribués à tous les membres du groupe. Il en va de même pour les cours dispensés en dehors de l'ENS : les étudiants se répartissent les enseignements dispensés dans les différentes universités parisiennes, y assistent séparément, les mettent en fiches et les redistribuent à la communauté. On voit par là que, même si les enseignements les meilleurs ne sont pas dispensés sur le site des ENS, ils finissent par y aboutir d'une manière ou d'une autre et procurent un avantage indéniable.

Pour revenir à mon propos initial, cette stratégie est évidemment facilitée par la concentration des enseignements dispensés dans l'agglomération parisienne. Les étudiants parisiens hors ENS développent d'ailleurs des stratégies similaires en constituant des groupes qui fonctionnent sur le même modèle. Bien qu'ils ne bénéficient pas du support d'une institution qui organise le fonctionnement du réseau d'information et contribue pour une part à faciliter son fonctionnement (photocopies, centralisation des fiches, accumulation pluri-annuelles, etc.), ces étudiants peuvent obtenir des résultats équivalents à ceux des préparations intégrées aux ENS, dès lors que le groupe est bien soudé et que les étudiants sont conscients que le partage des informations conduit à un jeu à somme nulle pour les membres (tous gagnants).

Une telle stratégie est-elle inconcevable dans des universités isolées ou de petite taille ? Elle est à l'évidence plus difficile à mettre en œuvre dans le contexte décrit par C. Pihet, mais il me semble qu'elle peut être efficace dès lors que les enseignants de géographie contribuent de façon volontariste à l'auto-organisation des groupes d'étudiants préparant le concours. Il semble tout d'abord évident que plusieurs universités de petite taille ont tout intérêt à mettre en commun leurs préparations (répartition des cours) ou, à tout le moins, à échanger celles qui portent sur le même thème. Le réseau qui unit les enseignants des universités de l'Ouest pourrait sans doute constituer l'ossature d'une telle entreprise. Mais il convient également de pousser les étudiants eux-mêmes à former des groupes de travail et à se répartir les tâches sur le modèle des ENS. Le rôle des enseignants me semble être, dans ce contexte, d'initier le processus, par exemple en définissant la forme type d'une fiche bibliographique (Cf. Feuille n° 19), en distinguant dans la bibliographie les références incontournables (à lire pour tout le monde, donc inutiles à mettre en fiche), les références spécialisées (à mettre en fiche pour disposer d'exemples canoniques) et les références secondaires (à examiner de façon individuelle pour disposer d'exemples originaux). On peut imaginer que l'enseignant assure une fonction "éditoriale" de vérification des fiches avant leur reproduction et leur mise en circulation auprès de l'ensemble des étudiants.

Pour résumer d'un mot ma pensée, je pense que la préparation des concours aurait tout avantage à s'inspirer du mode de fonctionnement et de la philosophie de ... *Feuilles de Géographie*. A cet égard, je pense que la préparation à l'oral devrait être l'occasion de présenter aux étudiants un certain nombre de "Feuilles" qui fournissent des recettes utiles et reproductibles pour la préparation d'un exposé ou d'un commentaire de documents et qui permettent aux étudiants d'élargir leur culture géographique générale. Je pense notamment que les étudiants historiens qui ont, selon C. Pihet, une vision étroite et négative de la géographie gagneraient beaucoup à la lecture des Feuilles réalisées sur des thèmes de géographie politique, de géographie de la perception ou de climatologie pour n'en citer que quelques uns. On pourra m'objecter que la forme des cours ou des TD universitaires est différente de celles des enseignements du secondaire et que le niveau de connaissance nécessaire pour aborder certaines Feuilles (notamment en statistique) est trop élevé. Je crois pour ma part que ces objections ne sont pas recevables et que, si nous avons bien fait notre travail dans les Feuilles antérieures, ces difficultés devraient stimuler chez les futurs enseignants du secondaire l'envie d'approfondir leur connaissance en géographie, par exemple, en s'abonnant à notre revue bien-aimée !

Claude GRASLAND (dit "l'Ex")